

La contribution du service public à la croissance de la prospérité pour tous

*Résumé de l'exposé de Daniel Brélaz, Syndic de la Ville de Lausanne
et vice-président de l'UVS*

A la fin du 19^{ème} siècle, pouvoirs publics et économie s'entendaient clairement sur un point en Suisse: Le développement des grandes infrastructures nécessaires au pays, qui avait commencé par les chemins de fer, devait se poursuivre par l'électricité, y compris son acheminement jusqu'aux ménages, les réseaux d'eau et, ici ou là, les réseaux de gaz. Dans tous les cas, les investissements ont été jugés suffisamment importants par les milieux représentant l'économie pour qu'il leur apparaisse que seuls les pouvoirs publics et donc les services publics pouvaient s'en occuper.

Certes, entre la fin du 19^{ème} siècle et la fin du 20^{ème} siècle, le poids de la fonction publique et des pouvoirs publics a été multiplié par un facteur largement supérieur à 10. Dans cette optique est né un sentiment de ras-le-bol de divers milieux économiques ou à vision privative face au développement des services dits publics, d'autre part une tentation de privatiser tous les services rentables selon le principe de la privatisation des profits et de la socialisation des pertes. Il n'en reste pas moins que ce sont les services publics et quelques investisseurs privés de génie qui ont réalisé toute la croissance de ce pays pendant au moins les $\frac{3}{4}$ du 20^{ème} siècle, assurant ainsi la prospérité de chacun.

Il est évidemment faux de croire que le libéralisme originel, celui qui visait à promouvoir le meilleur par la qualité de ses produits, fonctionne encore bien, lorsque les sommes à investir ou les pouvoirs représentent ceux de sociétés comptant plusieurs milliers ou centaines de milliers, voir millions d'employés. Dans les faits, les très grands groupes fonctionnent par divers côtés un peu comme le service public. La seule véritable différence est que des décisions à valeur décapitante peuvent être prises à l'échelon le plus élevé et que, en cas de problème économique, la pérennité n'est pas garantie. De plus, la concurrence dans divers domaines est réduite à sa plus simple expression pour des raisons de taille critique. On trouve aujourd'hui seulement trois fabricants pour les turbines à gaz au monde. Pour les systèmes de transport, comme par exemple les métros urbains, on est plus proche de deux, en tous cas pour l'Europe. Dans ces conditions, penser qu'on a à faire à une véritable concurrence relève de l'utopie. Les mêmes dangers menacent les grandes installations, indispensables à chacun, comme l'eau ou l'électricité notamment. Les infrastructures de type hospitalières créent immédiatement une société à deux vitesses, si on les privatise.

Pour toutes ces raisons, si la part dévolue au privé se justifie bien sûr pour toutes les activités non-fondamentales pour le citoyen, et même pour certaines à valeur ajoutée, les activités de base, celles indispensables au fonctionnement de la société et donc à l'ensemble des citoyens, doivent être assumées par le service public. C'est de cette manière que la croissance et la prospérité d'une part, et la garantie pour tous les milieux, y compris économiques, que les infrastructures de base indispensables seront maintenues dans la pérennité, est la meilleure.

Je vous remercie de votre attention.